SUPPLEMENT A LA REVUE

"S O C I A L I S M E O U B A R B A R I E"

POUVOIR OUVRIER

Septembre 1959 - N° 10 Prix : 20 Fr

SOMMAIRE

L'Algérie, défaite ouvrière
Pourquoi la hiérarchie ?
Le sursaut des étudiants
La lutte des Noirs aux USA
Le Groupe de Liaison pour l'Action des travailleurs.

LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS
Licenciements chez Eiffel
C'est généreux la France
Lettre d'un Algérien
Blousons noirs
Un comité d'entreprise marchand de soupe

POUR QUOI NOUS LUTTONS

L'ALGERIE, DEFAITE OUVRIERE

Les travailleurs sont pour la paix en Algérie, mais ils ne sont pas pour les Algériens. Ils ne font rien pour les aider dans leur lutte, à l'échelle politique. Ils ne manifestent pas leur solidarité. Même sur le plan personnel, dans leurs rapports de travail avec les ouvriers algériens, ils témoignent d'une certaine méfiance : ils disent que ce sont des types qui ne savent pas travailler, ou bien qui ne veulent pas travailler, ou bien qui ne cherchent pas à se mêler à eux.

Mais les ouvriers et les employés français ne sont pas pour autant favorables à la guerre d'Algérie. Cette guerre continue; son impopularité aussi continue. Mais elle ne s'exprime pas directement sur le terrain politique comme une prise de position en faveur de l'indépendance algérienne. Elle s'exprime par des réactions à des faits qui intéressent toutes les classes de la société française, et pas les seuls travailleurs : départ des hommes du contingent, mort d'un parent, d'un copain, incidence du prix de la guerre sur la Sécurité sociale. En définitive, comme les travailleurs parlent surtout de ce qu'ils font et comme ils ne font pas grand chose de la guerre d'Algérie, ni pour ni contre elle, ils n'ont à peu près rien à en dire.

Ils n'ignorent pas que les Algériens sont exploités comme eux-mêmes, et par la même classe dirigeante. Mais il semble que les différences qui les séparent des Algériens l'emportent dans leur conscience sur l'identité profonde de leur situation. Les Algériens vivent autrement, ils ne parlent pas comme eux, ils reconstituent des communautés même en France, ils ont une figure différente.

Les travailleurs souhaitent la paix en Algérie; mais ce pacifisme n'a aucun rapport avec une attitude de classe. Il en est le contraire. Les journalistes et les politiciens de la gauche s'évertuent à faire croire que la politique du gaullisme est la guerre jusqu'au bout; c'est seulement pour pouvoir s'attribuer à eux-mêmes le mérite du pacifisme, et pouvoir crier victoire quand la guerre s'arrêtera.

En réalité une bonne partie de la classe dirigeante et même du personnel politique appartenant à l'équipe qui occupe actuellement le pouvoir souhaite la paix en Algérie. On connaît ses motifs : opportunité diplomatique, équilibre des finances et stabilité du franc, rapports avec les pays de la Communauté, sécurité des capitaux à investir dans le plan de Constantine et au Sahara. Toutes ces raisons sont d'une inspiration

puremont capitaliste. Et il est évident que l'intérêt bien compris du capitalisme français dans son ensemble veut la cessation de la guerre, la modification des rapports entre l'Algérie et la métropole. Assurément cette politique rencontre des obstacles de la part des colons, des militaires, et d'abord du FLN. Sans compter les luttes internes à la bourgeoisie française elle-même: il n'est pas du tout certain que celle-ci arrive à faire la politique de ses intérêts d'ensemble.

Mais il n'est pas question d'évaluer ici les chances de succès de cette politique. Ce qui est important, c'est que tout le monde sait d'ores et déjà qu'il y aura une solution, que cette solution sera obtenue sous ce régime, et qu'en dépit des "heureusement qu'on était là" de l'Humanité ou de France-Observateur, les travailleurs n'y auront été, tout comme leurs "représentants", pour rien. Ils n'auront pas imposé la paix, et la paix qu'ils auront sera leur défaite.

Depuis la naissance du mouvement ouvrier, l'internationalisme a été l'un de ses principes fondamentaux, en un sens son principe fondamental. Il signifiait en effet que les ouvriers organisés dans ce mouvement avaient acquis la conscience que les frontières nationales coïncident finalement avec les seuls intérêts des directions capitalistes locales, et permettent aux gouvernements bourgeois de diviser le prolétariat mondial jusqu'à le faire combattre contre lui-même. Il signifiait en même temps que le mouvement ouvrier n'accepterait plus de se battre que sur des frontières de classe.

Chaque fois que ce principe a été violé, c'est que le mouvement ouvrier était battu, c'est que l'idéologie de la classe dominante s'était infiltrée au sein du parti ouvrier lui-même, dont les organes dirigeants démasquaient alors leur véritable nature: le réformisme qui collabore avec l'impérialisme, en 1914; le stalinisme qui sacrifie les mouvements ouvriers de la Chine, de l'Espagne, de l'Europe Centrale à des pactes avec les gouvernements bourgeois ou fascistes.

En France, il y a longtemps que le national-chauvinisme a été inoculé à la classe ouvrière par le parti socialiste à partir de la première guerre mondiale, par le parti communiste à partir de la seconde. L'opération est d'autant plus aisée que l'expérience de l'usine n'enseigne à peu près rien à l'ouvrier, en fait d'internationalisme. Il lui est facile de repérer les erreurs de ses délégués ou les saloperies des organisations qui se réclament de lui, chaque fois qu'il s'agit du travail, des cadences, du salaire, du pouvoir d'achat, parce qu'il en a l'expérience directe. Mais il ne fait pas l'expérience directe de sa solidarité avec les travailleurs des autres pays, et surtout pas des pays coloniaux. Le contact avec le prolétariat étranger lui est rendu à peu près impossible. Il va à l'étranger rarement et en touriste, les travailleurs étrangers viennent en France en touristes, c'est-à-dire en amateurs, ou comme main d'oeuvre d'appoint, c'est-à-dire en concurrents défavorisés - surtout s'il s'agit des Algériens.

La classe ouvrière n'a donc pas sur ce point une pratique qui lui permette de se défendre énergiquement contre le chauvinisme de "ses" organisations. Elle n'est certes pas nationaliste en ce sens qu'elle n'est pas prête du tout à combattre pour "la France"; mais elle n'est pas davantage internationaliste, puisqu'elle ne manifeste pas par ses actions qu'elle comprend la lutte algérienne comme une attaque contre le capitalisme français, attaque solidaire de ses propres intérêts de classe.

On dira qu'il est absurde d'invoquer l'internationalisme ouvrier pour soutenir la lutte algérienne, laquelle est justement nationaliste et bourgeoise.

Mais la lutte émancipatrice d'un pays colonisé est obligée de prendre la forme nationale, de prendre la forme d'une guerre d'indépendance ou de

libération. C'est que la société coloniale en général, algérienne en particulier, repose justement sur la dépendance, sur l'asservissement à l'égard des Européens, et cela jusque dans les moindres détails de la vie quotidienne. Ce que cette dépendance signifie en fait, les Français en général, les ouvriers français en particulier, ne le savent pas. Sans doute ont-ils l'expérience de la dépendance à l'atelier ou au bureau. Mais l'expérience qu'ils n'ont jamais faite, c'est celle d'un asservissement étendu à toutes les activités sociales, depuis la place au cinéma, au café, dans le bus, jusqu'à la discussion d'un salaire ou d'un prix, jusqu'à l'usage de leur langue maternelle. La dépendance coloniale, c'est le fait qu'une hiérarchie raciale se superpose à la hiérarchie sociale, et se combine avec elle.

Vouloir l'indépendance, pour un Algérien, ce n'est pas nourrir des ambitions nationalistes, c'est vouloir en finir avec une certaine organisation de la société algérienne. Ce projet-là est révolutionnaire.

Que la bourgeoisie algérienne trouve son compte dans cette lutte et dans son issue, cela ne fait pas de doute. Mais ce n'est pas en laissant les travailleurs algériens lutter seuls à ses côtés qu'on l'évitera. L'isolement dans lequel s'est trouvée la résistance algérienne par rapport au prolétariat français a contribué sensiblement à durcir les positions proprement nationalistes du FLN, à les faire passer en avant des revendications sociales.

Vue d'un atelier ou d'un bureau de la métropole, la guerre d'indépendance que mènent les Algériens reste absolument étrangère, abstraite. Il faudrait tout le travail d'agitation et de propagande d'une véritable Internationale, d'une organisation réellement dressée contre l'exploitation partout où elle se trouve, pour que le prolétariat saisisse la solidarité de cette guerre avec celle qui l'oppose en permanence au capitalisme. La disparition d'une telle organisation dans la période que traverse le mouvement ouvrier entraîne la rechute de la conscience prolétarienne, son enlisement dans un chauvinisme de fait.

En définitive l'indifférence des ouvriers à l'égard de la guerre d'Algérie est un aspect de la crise que traverse le mouvement révolutionnaire. On ne peut pas espérer restituer aux travailleurs une conscience claire de leur solidarité avec les travailleurs coloniaux tant qu'ils n'auront pas commencé à résoudre cette crise en constituant une organisation de combat contre l'exploitation impérialiste. C'est cette organisation qu'il faut les aider à faire. C'est en la faisant que l'on refera l'internationalisme prolétarien.

-:-:-:-:-:-:-

POURQUOI LA HIERARCHIE ?

La société est cloisonnée en France de telle façon qu'un employé est à peu près sûr de rester employé, un ouvrier ouvrier et un patron patron. Ceci, nous le savons par expérience.

Voilà l'avenir de la plus grande partie des travailleurs. Voilà les perspectives de notre existence : rester ce que nous sommes, faire jusqu'à la retraite un travail qui, la plupart du temps nous ennuie.

La plupart d'entre nous voient dans cette situation une injustice sociale. Pourquoi certaines personnes doivent-elles, toute leur vie, être confinée dans un travail monotone et des plus mal payés ? Pourquoi vivons-nous dans un système de caste où l'ouvrier et le fils d'ouvrier sont à peu près sûrs de rester ouvriers. Certains puisent dans cette situation une source de mélancolie et de rancoeur. "On est né sous une mauvaise étoile". "Nous sommes les gars qui n'avons pas de chance". Certains espèrent qu'un jour peut-être, grâce à la loterie ou à je ne sais quoi, ils pourront passer de l'autre côté de la barrière et devenir des

patrons ou des grands chefs de service. Mais très peu espèrent qu'ils pourront passer la frontière grâce à leur propre capacité et c'est pourtant ce que toute la propagande officielle tend à démontrer.

Si nous ne savions pas par expérience que l'on arrive à se hisser dans la hiérarchie que par le piston et grâce à ses origines sociales, nous pourrions peut-être croire que la hiérarchie sociale est basée sur les capacités et sur la valeur des gens.

Pourtant, à côté de celà, la société a instauré un système hiérarchique qui semble basé sur la connaissance. C'est-à-dire que pour être un personnage important on exige parfois des diplômes. Nous savons que l'obtention de ces diplômes demande beaucoup d'argent et de sacrifices de la part de ceux qui prennent en charge l'étudiant. Ce qui en fait, ramène à une sélection basée sur l'argent, puisque seuls les parents les plus riches peuvent faire suivre des études à leurs enfants.

Mais malgré cet état de chose reconnu par tout le monde, y compris les statistiques officielles qui avouent 3% de fils d'ouvriers parmi les étudiants, beaucoup d'ouvriers justifient encore la hiérarchie sociale et la défendent, ou plutôt ne s'opposent à elle que timidement. Nous ne parlons pas évidemment des syndicats qui non seulement justifient cette hiérarchie, mais souvent l'accentuent au sein de la classe ouvrière elle-même en poussant à la création de nouveaux coefficients ou de nouvelles échelles de salaires.

Il n'est pas rare d'entendre dire, parmi nos camarades de travail, qu'il est juste qu'un chef gagne plus qu'un ouvrier, qu'un général ou qu'un député doit gagner plus qu'un manoeuvre, etc... Pourquoi ? "Parce que ceux-ci sont plus instruits et ont plus de connaissance".

Tout d'abord nous avons vu que s'ils étaient plus instruits, cela ne dépend pas d'eux mais du milieu social dans lequel ils sont nés. Donc qu'eux-mêmes n'ont rien fait pour obtenir ce privilège, si ce n'est aller suivre des cours dans leur jeunesse tandis que d'autres allaient à l'usine.

Ensuite, ce n'est obligatoirement pas vrai de dire aujourd'hui qu'un cadre, un chef ou un patron en sait plus qu'un ouvrier. Ce qui n'est pas juste en tout cas c'est de dire que les fonctions de chef ou de patron nécessitent plus de connaissances que les fonctions d'un ouvrier. Un patron ou un directeur d'entreprise n'a même pas besoin de connaître ce qu'il fabrique. Il est entouré de techniciens, comptables, statisticiens, qui font le travail. Lui ne fait que superviser, le plus souvent. Les renseignements et les connaissances de son usine, ce n'est pas lui qui les recueille, ce sont ses employés. Il n'est lui-même qu'un rouage de coordination et rien de plus et cette fonction nécessite moins que toute autre des connaissances particulières et approfondies.

La parcellisation du travail fait que de plus en plus les gens font des travaux simples et nécessitant de moins en moins de connaissances générales. La rationalisation des ateliers et des bureaux fait qu'aujourd'hui un professionnel ou un technicien fera d'un bout à l'autre de l'année un certain type de travail et que dans ce sens il n'utilisera qu'une bien faible partie de ce qu'il a appris. Il lui suffit d'une période de plus en plus courte pour s'initier à son travail. C'est ce qu'a compris l'Etat après la libération et lorsqu'il manquait de main d'oeuvre qualifiée; il a institué la formation professionnelle accélérée où techniciens et ouvriers étaient formés en 6 mois tandis que dans les autres écoles d'apprentissage, on faisait encore 3 ou 4 ans d'études. Pour les besoins de la cause, les patrons ne justifiaient plus la hiérarchie sociale par la connaissance, ils avaient besoin de gens et on permettait aux travailleurs de passer facilement d'une catégorie dans une autre. Dès que les besoins de main d'oeuvre sont satisfaits, alors les barrières entre les catégories deviennent de plus en plus infranchissables. Aujourd'hui pour être P3 ou chef d'équipe on demande des performances et des connaissances très grandes et quand celui qui réussit à passer l'essai ou la commission

arrive à son poste, il fait soit le même travail qu'il faisait dans la catégorie inférieure, soit s'il est entré dans la maîtrise, n'utilise plus ni ses connaissances mathématiques, ni les connaissances professionnelles mais signe les bons de sortie, pointe les ouvriers qui sont présents et veille à ce que la discipline soit respectée.

Dans une telle situation, la promotion basée sur les examens est aussi absurde que si on la basait sur la couleur des cheveux.

Puisque l'on s'insurge contre la hiérarchie qui est basée sur la naissance et sur le piston, pourquoi accepter d'autre part la hiérarchie sociale basée sur des examens ? Pourquoi justifier qu'un contremaître qui règle la discipline gagne plus qu'un ouvrier qui se plie à cette discipline ? Pourquoi accepter et défendre qu'il est juste qu'un technicien gagne plus qu'un autre parce qu'il pourrait utiliser ses connaissances, alors même qu'on reconnaît que dans son travail il ne les utilise pas ? Dans ce cas, pourquoi ne pas payer plus cher les ouvriers qui connaissent plus de choses en tout et payer plus cher un tel parce qu'il connaît le breton ?

La hiérarchie ainsi faite serait aussi absurde que celle qui existe puisque les connaissances en trigonométrie ou sur les vitesses de coupe du contremaître ne lui servent que le jour de son examen et qu'il les oublie souvent deux mois après.

Mais la hiérarchie a d'autres causes que les patrons se gardent bien d'avouer et sur lesquelles les syndicats se taisent depuis plusieurs années.

1°) la division des ouvriers en de multiples catégories permet une division de ces ouvriers ou employés, entraîne une certaine concurrence et est un obstacle important à une entente et une unité des ouvriers. La division des coefficients de paye permet aussi aux patrons d'accorder des augmentations à certains pour ne pas en accorder aux autres, c'est ce qui avait amené le syndicalisme à ses débuts, à s'opposer farouchement à ce système de division.

2°) la division hiérarchique des travailleurs est une chose et autre chose est la division entre les travailleurs et les cadres. Là, la hiérarchie est la base même de la société capitaliste. Il s'agit pour les patrons et l'Etat de donner plus de privilèges à ceux qui surveillent, commandent et maintiennent la discipline dans la production qu'à ceux qui la subissent.

C'est un moyen pour une classe sociale de s'allier des éléments qui ont pour rôle de la défendre. S'il n'y avait que les patrons et les ouvriers la société capitaliste serait certainement morte depuis longtemps. Entre les patrons et les ouvriers, il y a des intermédiaires qui maintiennent le système, le salariat et l'exploitation. Pour entrer dans ces couches de la société, les classes dominantes ont mis des barrières. Elles puisent d'abord les cadres dans leurs propres classes, ensuite elles instituent la promotion aux plus dociles, aux plus soumis des travailleurs, par le piston, et elles essaient de s'assurer de solides garanties de loyauté de la part de ces éléments. Enfin, elles dressent tout un système de diplômes et d'examens pour élever une barrière supplémentaire et empêcher l'afflux des travailleurs vers ces emplois.

Et ce sont ces examens et ces diplômes qui fascinent beaucoup de travailleurs et qui leur font croire que l'instruction est la porte d'entrée dans les classes dominantes et qu'il faut être instruit pour en faire partie. Ceci est une des duperies du système dans lequel nous vivons et il suffit de réfléchir un instant et de se demander ce que deviendront tous ces fils d'ouvriers dont les parents se privent pour qu'ils continuent leurs études ?

Seront-ils tous cadres ? Et alors, qui sera ouvrier ?

La société a besoin de travailleurs qui soient soumis à ses lois et ses principes et d'intermédiaires pour assurer et faire exécuter ces lois. Que le niveau d'instruction augmente ou diminue, rien ne changera. Les travailleurs resteront dans cette société des subalternes qui n'ont qu'un devoir, celui de travailler et aucun droit. C'est pourquoi nous ne devons non seulement pas accepter ce système

hiérarchisé, mais nous devons nous y opposer par tous les moyens dans chacune de nos revendications. Car pour nous ce n'est pas seulement la lutte contre la hiérarchie des salaires qui est importante, mais l'abolition du salariat, et cela ne peut passer que par la destruction pure et simple de toute division hiérarchique de la société.

-:-:-:-:-:-:-:-

LE SURSIS DES ETUDIANTS

En supprimant les sursis de quelques milliers d'étudiants le gouvernement prétend prendre une mesure de salubrité publique, débusquer les éléments malsains qui se camouflent en étudiants pour ne pas partir à l'armée, et donc supprimer un privilège injuste dont bénéficie la fraction la plus aisée de la jeunesse. Si cette prétention était justifiée il faudrait d'abord admettre que les services de recrutement sont tellement stupides qu'ils ont été incapables pendant toutes ces dernières années de distinguer un "faux" étudiant d'un "vrai": or cela n'est pas le cas puisque l'obtention d'un sursis est soumise à la présentation d'un certificat de scolarité, lequel n'est délivré qu'aux "vrais" étudiants. Il faudrait ensuite expliquer pourquoi, s'il ne s'agit que de rassembler les piliers de bar pour les expédier à l'armée, une mesure aussi hygiénique plonge l'Université et pas du tout les bars dans le chaos bureaucratique: il s'agira désormais pour l'étudiant de choisir dès l'âge de 18 ans le cours de ses études dans ses plus petits détails, le moindre changement entraînera automatiquement l'annulation de son sursis. Comme le nombre d'étudiants qui suivent sans dévier des décisions prises pratiquement dans l'enfance est extrêmement rare, soumettre l'obtention du sursis à cette condition est absurde et la situation créée par le gouvernement est, de l'avis même des professeurs, grotesque. La vérité est que les conditions dans lesquelles les étudiants obtenaient des sursis ont été jusqu'ici à peu près rationnelles. Même si en ont pu bénéficier un petit nombre de "faux" étudiants, le sursis n'évite de toutes façons pas de partir à l'armée, et un grand nombre d'étudiants font aujourd'hui 2 ans 1/2 de service en Algérie alors que leur classe d'âge n'en a fait que 18 mois et n'a pas connu la guerre. La vérité derrière les affabulations gouvernementales c'est simplement ce mot : la guerre. C'est parce qu'il a besoin d'hommes en Algérie et que les classes creuses ont réduit les effectifs de l'armée, que le gouvernement rappelle les sursitaires, et non par désir vertueux d'assainir la jeunesse étudiante.

Cette mesure se situe donc parmi toutes celles auxquelles les gouvernements de la IVe et de la Ve républiques ont eu recours pour tenter d'écraser la lutte des Algériens et ne contient de ce fait rien de surprenant ni de nouveau. A son tour l'attitude de l'UNEF, le syndicat étudiant unifié, n'est que la répétition, sur le mode humble et docile qui convient dans la France nouvelle, d'une politique choisie de longue date. C'est au nom de la "grandeur de la France", de ses "intérêts réels" qu'elle émettait autrefois de timides protestations contre la guerre d'Algérie. C'est parce que la "culture française", la "technique française", la "production française" ont besoin de professeurs, de spécialistes et de techniciens français, qu'elle soupire aujourd'hui contre le rappel des sursitaires.

Jusqu'ici il n'y a rien dans cette affaire qui ne se soit déjà présenté au cours des années précédentes. Ce qui est radicalement nouveau par contre, c'est l'attitude de ceux que ces mesures de rappel concernent directement : les étudiants eux-mêmes. En 1956 le rappel des disponibles, décidé par Guy Mollet, ne les concernait absolument pas et c'est pourtant à cette occasion qu'ils se sont organisés, qu'ils ont créé des comités de lutte, qu'ils ont organisé meeting sur meeting, qu'ils se sont battus contre la police. En 1959, trois

ans plus tard, une mesure qui atteint la quasi totalité des étudiants ne provoque que les singeries patriotiques de l'UNEF et, à moins d'imprévu miraculeux, rien d'autre. Pourquoi ? C'est ce qu'il est important de s'expliquer.

On comprendra mieux le caractère de la situation présente et les forces qui y sont à l'oeuvre, en la comparant avec celle du printemps 1956 et en dégageant les différences. Commençons par les évènements du printemps 1956. Lorsque l'étudiant qui cherchait à manifester son opposition à la guerre d'Algérie lisait qu'à Rouen les rappelés s'étaient révoltés et barricadés dans la caserne, qu'à Grenoble la population et les ouvriers obligeaient un train de rappelés à rester en gare et se battaient pendant des heures contre les CRS, il se produisait en lui une sorte de révolution : il voyait qu'il est concrètement possible de lutter contre cette forme d'oppression de la société bourgeoise qu'est la guerre, il comprenait ainsi que certaines formes d'oppression peuvent être tenues en échec et qu'on n'est pas, comme il l'avait cru, condamnés à les subir pendant l'éternité. Mais les faits lui montraient aussi que dans le cours de cette action, c'étaient les ouvriers qui se révélaient comme l'élément le plus dynamique et le plus résolu. C'est donc les ouvriers en luttant qui lui permettaient de se débarrasser de ses deux préjugés les plus tenaces : celui qui prétend que les hommes sont seuls et impuissants et celui qui fait de la société bourgeoise et de ses diverses formes d'oppression quelque chose d'aussi éternel que la lune et le soleil.

En 1959 au contraire ces deux préjugés règnent d'une façon incontestée parmi les étudiants. Pourquoi ? Parce que la critique théorique de la société bourgeoise, celle qui se fait sur le plan des idées, ne trouve plus pour la soutenir la critique pratique de la classe ouvrière, celle qui se fait à l'usine par la grève, dans la rue par les manifestations. Depuis le début du régime gaulliste, l'opposition ouvrière et les luttes se sont réduites à à peu près rien, l'exploitation s'est intensifiée et la bourgeoisie est plus forte, plus sûre d'elle-même que jamais. Au niveau des étudiants cela signifie que rien ne vient plus contrebalancer l'influence de la bourgeoisie qui enseigne 24 heures sur 24 que la société bourgeoise est éternelle, que ses formes fondamentales ont toujours existé, qu'on ne pourra jamais organiser de société sur une autre base que celle de l'exploitation de la majorité de la population par une minorité de dirigeants. Bien sûr, l'enseignement ne se réduit pas à cela et certains professeurs, en très petit nombre, défendent des idées non-conformistes. Mais en fin de compte c'est l'existence d'une université complètement détachée de la vie de l'immense majorité de la population travailleuse qui recrée sans cesse parmi les étudiants une mentalité bourgeoise et conformiste.

Pour que se dégage parmi les étudiants une minorité résolument opposée à l'exploitation capitaliste, il est donc indispensable qu'elle puisse s'inspirer des luttes ouvrières et c'est ce qui ressort clairement de la comparaison de ces deux moments: le printemps 1956 et l'automne 1959. Quelque soit le rôle fondamentalement réactionnaire que les partis bureaucratiques et l'UNEF ont joué tout au cours de ces années, la responsabilité énorme qu'ils portent dans l'abêtissement de la jeunesse étudiante et sur lesquels nous reviendrons prochainement, le fait fondamental reste celui-ci : lorsque les ouvriers n'indiquent pas la direction d'une critique matérielle de la société bourgeoise et qu'au contraire la domination de la bourgeoisie semble se confondre avec l'ordre naturel des choses, l'esprit critique s'éclipse derrière le conformisme et les éléments révoltés de la jeunesse cherchent une solution ailleurs que dans le mouvement ouvrier.

-:-:-:-:-:-:-

LA LUTTE DES NOIRS AUX USA

Un préjugé tenace et répandu refuse de reconnaître que les noirs américains soient capables de lutter sérieusement et efficacement contre l'oppression raciale, encore moins d'imposer à tel ou tel moment et dans tel ou tel endroit leur propre loi. Vue dans cette optique, qu'on retrouve aussi fréquemment dans les milieux qui se croient de gauche que dans ceux de droite, le problème de

l'intégration et de l'égalité raciale aux Etats-Unis est totalement extérieur aux noirs eux-mêmes:il s'agit de savoir si les blancs libéraux réussiront à imposer leur politique aux blancs racistes,le problème noir est une histoire de famille entre blancs. Si l'on suivait ces idées,on devrait dire que depuis la guerre de Sécession les noirs n'ont jamais eu aucun rôle positif et actif, qu'ils n'ont fait que subir les évènements: hier les blancs du nord les ont délivré de l'esclavage,demain on leur donnera l'égalité raciale.

Ces idées reflètent en réalité des préjugés racistes et n'ont rien à voir avec la réalité des faits.Loin d'attendre passivement que les autorités aient le courage d'appliquer enfin leurs propres décisions,les noirs du Sud mènent depuis plusieurs années une lutte de plus en plus violente contre la ségrégation et le racisme.

On verra d'après les extraits du journal ouvrier américain Correspondence ci-dessous que cette lutte amène les noirs qui y sont engagés,c'est-à-dire la quasi totalité de la population à poser les problèmes à des nivoaux de plus en plus profonds,à avoir recours à des méthodes de plus en plus radicales,à découvrir et à appliquer activement le principe selon lequel les exploités et les opprimés doivent prendre leur sort entre leurs propres mains.

Parmi les articles très nombreux consacrés par Correspondence aux luttes contre la ségrégation,un grand nombre concernent une ville du Sud, Monroe. Voici ce qui Corr.dit de la vie et de la lutte des noirs dans cette ville.

"A partir du jour où elle avait été obligée de repousser une attaque du Klu Klux Klan à coups de fusil,la communauté noire était devenue l'objet de la persécution des autorités de l'état.Successivement, le vice-président de la NAACP(Association pour l'avancement des gens de couleur, la plus importante organisation authentiquement noire des USA)le Dr Perry est condamné par un jury exclusivement blanc pour pratiques abortives.2 petits garçons noirs sont jetés en prison,inculpés d'avoir embrassé une fillette blanche de 7 ans. Par contre un blanc accusé d'avoir violé une noire est acquitté, un ingénieur qui a battu une femme de chambre noire également. Un garçon noir épileptique qui a pris une femme blanche par la poignée au cours d'une discussion est condamné à 2 ans de travaux forcés". A la suite de ces évènements,poursuit Corr, le président de la section locale de la NAAC R.William a déclaré que"les noirs doivent être prêts à opposer la violence à la violence. Ils doivent être décidés à lutter et à mourir et si nécessaire à tuer pour protéger leur vie.Cela ne signifie pas que les noirs doivent s'organiser pour assassiner les blancs du Sud,mais la justice telle qu'elle est administrée ici ne leur laisse pas d'autres solutions que de repousser eux-mêmes et sur le champ toute attaque des blancs.La communauté noire est armée depuis un certain temps déjà et c'est leur décision de se servir de leurs armes pour se défendre qui a mis fin aux attaques du K.K.K. l'année dernière".D'autres reportages de Corr.donnant une image extraordinairement vivante du sérieux et de la résolution avec lsquels la communauté noire de Monroe applique ce droit de se défendre les armes à la main dont parle W.Voici comment elle assure la protection du Dr.Perry.Sa villa est défendue jour et nuit par un groupe d'hommes armés, de garde à tour de rôle,en dehors de leurs activités professionnelles. Perry lui-même ne se déplace qu'accompagné de gardes du corps armés, recrutés de la même manière;en plus "le K.K.K.,la police, les autorités de Monroe sont l'objet d'une surveillance constante,dont ils sont les derniers à se douter. Quand le KKK organisait une descente,la communauté noire savait presqu'aussitôt le nombre de voitures employées,l'état d'esprit des manifestants, s'ils étaient armés ou non et se préparait en conséquence. A une occasion,les policiers et les gens du KKK avaient installé des barages autour de la maison du Dr.Perry pour empêcher les gardes de s'y rendre, mais sans aucun succès".Le secret de ce système de surveillance et de communication était simple, explique Corr.:"La totalité de la communauté noire, sauf la fraction bourgeoise, était constamment en état d'alerte.Des gens qu'on avait toujours considéré comme des sortes d'Oncle Tom(type de noir résigné, humble, de la littérature)commencèrent à prouver leurs sentiments de loyauté envers la communauté en communiquant des informations que les blancs leur livraient inconsciemment". Est-ce que la communauté noire forme un bloc indivis autour de William et Perry?Non.Les noirs les plus aisés,explique Correspondence, refusent d'avoir le moindre intérêt pour les problèmes de l'autre partie de la communauté et pour ceux des noirs en général en tant que race opprimée. Lorsque l'association noire des parents d'élèves s'apperçut que l'enseignement qu'on délivrait aux enfants ds les écoles soumises à la ségrégation passait totalement sous silence(voir p.13

du GROUPE DE LIAISON POUR L'ACTION DES TRAVAILLEURS

SECURITE SOCIALE ET EXPLOITATION

A différentes époques, la classe ouvrière a arraché des concessions à la bourgeoisie : l'obtention de retraites, de pensions d'invalidité après accidents de travail ont été des victoires pour la classe ouvrière. Mais la bourgeoisie a su utiliser ces institutions à son profit.

Le professeur Camerlynck enseigne la Sécurité sociale à la Faculté de Droit et des Sciences économiques où sont formés les cadres des entreprises capitalistes. Voici comment Camerlynck défend la Sécurité sociale contre les critiques que lui ont adressées les fractions arriérées du patronat :

"Elle crée un climat favorable et prévient les conflits sociaux ruineux pour la production; en améliorant l'état sanitaire, elle contribue au maintien d'une main-d'oeuvre nationale active à rendement élevé".

La Sécurité sociale est donc un bon instrument pour régulariser la vie économique. Camerlynck poursuit :

"Une politique généreuse de Sécurité sociale, en étendant largement les bienfaits aux travailleurs étrangers est de nature à les attirer et à les fixer sur le sol français".

"Enfin, la faveur accordée à certaines catégories de travailleurs (mineurs), ou au contraire, la limitation apportée aux avantages consentis (salariés agricoles) sont de nature à provoquer des déplacements de main-d'oeuvre d'un secteur dans un autre".

Précisons que Camerlynck est "socialiste"; aussi reprend-il l'explication de Gazier pour justifier le ticket modérateur de 20%, c'est-à-dire le remboursement des frais médicaux à 80% seulement:

"J'estime que la gratuité des soins, étant donné l'état d'esprit particulier du Français en matière de resquille, pourrait conduire à des abus intolérables qui ne permettraient pas au système de fonctionner".

En exploiteur "intelligent" qui pousse à la hiérarchie des salaires, Camerlynck tient aussi à hiérarchiser les allocations familiales :"Dès l'instant où l'on admet la hiérarchie des salaires, la charge des enfants varie avec le niveau de vie de la famille à laquelle ils appartiennent".

Le "socialisme" des sociaux-démocrates les conduit à de bien étranges conclusions.

Mais c'est en matière d'accident du travail et de chômage que la bourgeoisie et ses professeurs-valets se font les plus cyniques. Camerlynck explique que la sécurité sociale peut se retourner contre le patron s'il a commis une faute grave entraînant un accident du travail. Mais la responsabilité du patron ne peut être engagée lorsqu'il y a une cause justificative. Camerlynck donne un exemple :"Par exemple, il a laissé courir un risque évident à un salarié, mais à seule fin d'essayer d'éviter une catastrophe grave pour l'entreprise". On imagine la couronne mortuaire "Mort au champ d'honneur du travail pour la survie de son entreprise".

Par contre il peut aussi y avoir une "faute inexcusable" de la victime qui réduit fortement le montant de la rente d'incapacité :"Ce sera par exemple la désobéissance aux prescriptions imposées par les règlements". Tous les travailleurs savent qu'ils ne peuvent atteindre les normes en observant les consignes de sécurité, ce qui les conduit à commettre constamment des "fautes inexcusables". Mais le professeur socialiste n'a jamais soulevé ce problème.

En matière de chômage, Camerlynck enregistre les critiques faites contre l'indemnité de chômage par certains patrons :"Les ouvriers préfèrent toucher l'indemnité de chômage plutôt qu'un salaire en travaillant". C. reconnaît la justesse de cette remarque et indique un moyen pour limiter le risque :"Fixation d'un montant relativement modeste de la prestation, de manière à inciter le chômeur à rechercher activement du travail".

Les travailleurs ne pourront plus provoquer de crises de chômage dont les patrons sont les victimes !

. précise les 8 conditions nécessaires pour obtenir l'indemnité de chômage. Citons par exemple la 8ème :"Sont exclus ceux qui refusent l'emploi normal qui leur est proposé"; les licenciés de chez Cail à qui étaient systématiquement proposés des emplois en dessous de leur qualification ou trop durs pour leur âge apprécieront.

La bourgeoisie a donc une politique de Sécurité sociale qui lui sert à perfectionner son exploitation en la dissimulant sous des réalisations "sociales". Les travailleurs ne peuvent évidemment repousser globalement la sécurité sociale, mais ils doivent définir une politique prolétarienne qui s'oppose à celle de la bourgeoisie.

Sans entrer dans les détails de cette politique ouvrière, il semble qu'elle doive répondre à 3 impératifs : elle doit être contre toute ingérence dans la vie privée des travailleurs, anti-hiérarchique, contre toute intégration à l'entreprise capitaliste.

a) contre toute ingérence dans la vie privée des travailleurs: la bourgeoisie, on l'a vu, se sert des allocations familiales et de l'allocation de salaire unique pour s'immiscer dans la vie familiale des travailleurs. Aujourd'hui elle est nataliste et veut maintenir la femme au foyer: elle peut changer d'orientation devant une poussée démographique.

Une législation imposée par les travailleurs doit substituer au devoir de faire des enfants pour la patrie, le droit d'en avoir.

b) anti-hiérarchique et égalitaire : la bourgeoisie dont C. se fait l'interprète lance une offensive pour hiérarchiser les allocations familiales. Les travailleurs doivent lutter contre cette hiérarchisation au même titre que contre la hiérarchisation des salaires. Pourquoi l'enfant d'un salarié riche serait-il plus coûteux que celui d'un salarié pauvre?

c) contre l'intégration à l'entreprise: on a vu que le législateur laissait entendre que le travailleur pouvait être intéressé à la survie de "son" entreprise. De même en donnant une indemnité d'incapacité, après un accident du travail, égale au maximum aux 2/3 du salaire antérieur à l'accident, le législateur semble considérer que le travailleur est en partie responsable de l'accident.

Le travailleur, victime des cadences infernales et blessé voit en plus son niveau de vie fortement diminué. Les travailleurs doivent lutter pour imposer des indemnités d'incapacité égales au salaire réel avant l'accident.

Il est évident que les travailleurs doivent aussi lutter pour imposer des indemnités de chômage égales aux salaires réels.Car le professeur socialiste nous expliquera-t-il en quoi les travailleurs sont responsables des crises économiques? Celles-ci ont pour seule cause l'incapacité de la bourgeoisie à gérer la production.

A cet égard un exemple frappant de ce qu'il ne faut pas faire est donné par l'accord signé le 31/12/58 par CNPF,CFTC,CGC et CGT-FO et auquel la CGT a adhéré postérieurement. Cet accord institue un fonds complémentaire d'aide aux chômeurs financé dans la mesure de 20% par des retenues opérées sur les salaires.Ainsi les travailleurs sont invités à réparer les effets du chômage dont ils sont les seules victimes.

Une fois de plus les bureaucrates syndicaux ont trahi la classe ouvrière. Ce n'est qu'en dehors des appareils syndicaux que les travailleurs pourront définir des revendications correctes et qui ne profiteront qu'à eux-mêmes s'ils arrivent à les imposer.

Un étudiant en droit.

- La question des indemnités de chômage égales au salaire réel a soulevé des controverses dans notre groupe. Il n'y avait pas de place ici pour discuter ce que doivent être les mots d'ordre révolutionnaires destinés à regrouper l'avant-garde des travailleurs. Ce sujet trouvera sa place dans un autre PO. En attendant, puisque PO est fait essentiellement par ses lecteurs, que la discussion s'engage.

LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS

LICENCIEMENTS CHEZ EIFFEL

Au retour des vacances, une partie des ouvriers de la société Eiffel (charpentes métalliques) au Blanc-Mesnil, a trouvé sa lettre de licenciement. L'autre partie étant avisée, à sa rentrée à l'usine, qu'elle le serait d'ici 2 ou 3 mois.

La direction de la société a en effet profité de la période des vacances pour mettre à exécution ses projets de fusion avec une société de Valenciennes, en particulier les machines les plus importantes ont déjà été démontées et transportées à Valenciennes.

Ainsi les ouvriers se sont trouvés devant le fait accompli, et en procédant au licenciement en deux temps, et en cette période, la direction désagrégeait par avance l'unité qui aurait pu se créer devant ces évènements.

Malgré tout, la direction propose aux ouvriers licenciés de les reclasser dans les usines avoisinantes. Pour ce faire, elle s'est entendue avec les directions des différentes usines et voici comment on procède.

On propose à un P3 un emploi d'OS, à un P2 un emploi de manoeuvre, par exemple. On colle le gars à un boulot pénible, ennuyeux, ou inexistant sans lui dire ce qu'il a à faire, ce qu'il gagnera, on ne lui donne pas de vestiaire. Ainsi, il se rend compte qu'on ne tient pas à ce qu'il reste, et en général il part le soir même, si ce n'est pas à la pause de midi.

Ainsi, la direction a réellement fait ce qu'elle pouvait et elle a bonne conscience.

Et pendant ce temps le syndicat fait circuler parmi ceux qui restent la traditionnelle pétition.

C'EST GENEREUX LA FRANCE

Il nous a été révélé par la circulaire du 21 juillet 1959 du Bulletin officiel des PTT un bel exemple d'action rénovatrice. Dans une série de décrets numérotés 856 et 859, toute une série de mesures généreuxes sont prises et que le public aurait pu ignorer sans notre vigilance. Tous ces décrets sont signés : Ch. de Gaulle, Michel Debré, Bernard Cornut-Gentil et Antoine Pinay.

Le décret n° 856 nous apprend tout d'abord que dans le cadre des indemnités pour "travaux insalubres et dangereux" le taux de l'indemnité pour les "travaux effectués à l'échelle de corde" est porté de 50 à 75Fr par demi-journée de travail.(Cependant ce taux est réduit de moitié pour les agents bénéficiaires de l'indemnité de risque et de sujétion prévue par le décret n°819).

Nous apprenons ensuite que le personnel de distribution faisant usage d'une monture (cheval, âne, mulet) pour l'exécution du service, se voit gratifié d'une contribution à l'entretien de cette monture "quintuple du taux de l'indemnité mensuelle allouée aux agents utilisant une bicyclette personnelle dans l'exécution du service".

Toujours aussi généreux, ces messieurs ont décidés que les "ouvriers utilisant des toupies rabotouses, scies à ruban, dégauchisseuses", ainsi que les "ouvriers et agents de service chargés du nettoyage des toitures ou marquises non pourvues de dispositifs de protection auront une indemnité de 30Fr par demi-journée de travail effectif. La même indemnité est donnée aux "ouvriers des ateliers de réparation des bottes à l'usage du personnel travaillant en égout". Mais ici, ce sont 30Fr par jour.

On le voit, le fait de travailler dans la merde vaut une indemnité deux fois moindre que celui de risquer de se couper la main. Mais il existe aussi d'autres risques, d'une autre nature, mais qu'il faut aussi compenser en bonne justice. Tous les employés qui ont une caisse sont responsables de celle-ci. Si en fin de journée, ils découvrent une erreur de 20 000Fr, eh bien on les retient sur leur salaire, tout simplement. Heureusement, de Gaulle veillait. Maintenant, les "agents du service manipulant des fonds, soit au guichet, soit en dehors des guichets" toucheront une indemnité de "responsabilité pécunière" de 2,50Fr (légers) par heure, s'ils travaillent "dans les recettes des trois dernières classes ne fonctionnant pas dans des localités sièges de bureaux d'une classe plus élevée" et de 5 Fr par heure "dans toutes les autres recettes" (sauf les gérantes de cabines téléphoniques qui en restent à 2,50). Soit au mieux, au total, 40 Fr par jour.

Mais les augmentations vont parfois jusqu'à 50%.Parfaitement. Ainsi la circulaire 859 stipule que le personnel titulaire utilisant une langue étrangère touchera pour l'anglais et l'allemand 750Fr par mois d'utilisation, et pour les autres langues 450Fr sous la V° République. Et si ce personnel, toujours titulaire, est "chargé de l'exploitation des liaisons téléphoniques et radiotéléphoniques internationales sur lequel le service s'exécute exclusivement dans une langue étrangère", il touchera -tenez-vous bien - 1 800 Fr par mois d'utilisation.

On voit que la France n'a pas seulement besoin d'ingénieurs, elle a aussi besoin de linguistes, et comme en plus d'être grande et belle, la France est aussi généreuse, apprenez à vos enfants les langues étrangères : anglais, allemand, russe, turc ou chinois : ils toucheront un supplément de 1 800 Fr par mois (d'utilisation, s'entend, car il ne faut pas abuser).

Ce que c'est quand même que la 5° République !

LETTRE D'UN ALGERIEN

"..Ici à Carqueiranne (Var) je constate que l'algérien est traité comme la lèpre, le français "naturalisé", quoi, on le montre du doigt, malgré que les algériens d'ici sont mille fois élégants. On nous méprise avec rancoeur.

Les paysans d'ici ont des cabanons pour mettre les outils, ils préfèrent laisser les cabanons vides que de les donner à un algérien pour y coucher dedans. Les colons d'ici ont des chambres, des baraques vides et ils ne veulent pas les louer à leurs ouvriers. Ils préfèrent laisser leurs ouvriers coucher dehors que de leur donner un cabanon dans la forêt. Si vous ne me croyez pas, venez ici, moi je vous paierai le voyage.

L'algérien d'ici couche dehors, malgré ses huit heures par jour, avec seulement un magoona qui est une sorte de crochet à trois dents pour se protéger(probablement en y accrochant une couverture.N.D.L.R.). Mais malgré sa souffrance, il est patient. Si vous ne croyez pas, venez nous rendre visite. Merci."

BLOUSONS NOIRS

Au Café. Ils sont deux et ont à peine l'air d'avoir seize ans. Un seul porte le fameux blouson. Ils écoutent des disques de la machine à sous. La conversation s'engage.

- Est-ce que les flics vous emmerdent, enfin est-ce qu'ils sont durs avec vous ?
- Ca, tu peux le dire ! Ils sont tout le temps sur notre dos.
- Mais qu'est-ce qu'ils vous font quand ils vous prennent ? Ils vous passent à tabac?
- Une fois, ils m'ont pris, j'avais sur moi trois ceintures cloutées. Ils ont compté le nombre de clous, comme ça, l'un après l'autre, et puis ils m'ont fichu autant de coups qu'il y avait de clous... Pourtant de Gaulle a dit qu'il ne fallait pas frapper les jeunes (sic)...

-Eh! bon si tu y crois!
-Une autre fois ils sont venus me chercher au travail.J'étais en train de travailler sous une voiture et j'étais tout plein de cambouis. Ils sont venus avec 3 cars. Tu te rends compte! 30 flics pour moi tout seul. Pour un petit bonhomme comme moi (il mesure à peine un mètre soixante),ils sont venus à trente.Qu'est-ce que tu voulais que je fasse? Il a fallu que je les suive, comme j'étais,tout sale.

UN COMITE D'ENTREPRISE MARCHAND DE SOUPE

Cette année, le Comité d'entreprise de chez Renault a procuré aux ouvriers des vacances à 1300Fr par jour sur la côte d'Azur.Les travailleurs ont payé,mais quand ils ont été ds leur village de toile,ils se sont aperçu que la réclame qu'on avait faite sur ce camp ne correspondait pas à la réalité.

On leur avait promis d'être à 500m du bord de la mer,mais en réalité,pour atteindre l'eau,il fallait faire plus de 3 kilomètres. On leur avait promis une garderie pour les enfants,mais ni les trop petits,ni les grands au dessus de 4 ans n'y avaient droit. On leur avait promis une nourriture convenable,mais les menus étaient à base de conserves de bas prix.

Tout cela a fait beaucoup de mécontents surtout ceux qui avaient des enfants et pas de voiture pour se déplacer.Certains essayèrent de se faire rembourser mais ce fut impossible, alors en désespoir de cause,les mécontents se sont réunis.Ils ont été voir le responsable et l'ont engueulé. Le régime du camp a changé mais personne ne pouvait rapprocher la mer du village de toile.

De retour à Paris, les protestations ont continué auprès du Comité d'entreprise et maintenant il est question de faire une remise à chaque participant.

Le comité d'entreprise veut faire de la propagande sur ses réalisations sociales. Ce qui compte pour lui, c'est le bilan de fin d'année et pouvoir aditionner tous les travailleurs qui ont participé à ces oeuvres. Pour cela il agit comme n'importe quel vulgaire marchand de soupe,il ment,il trompe, il berne les travailleurs avec ses réclames.

-:-:-:-:-:-:-

Des abonnés de "Pouvoir Ouvrier"
à NIME ,BELFORT,CAEN ,DENAIN, GRENOBLE, LE MANS, MONTPELLIER & AMIENS
demandent à entrer en contact avec les lecteurs de leur région.
Ecrire à "Socialisme ou Barbarie",42 rue René Boulanger Paris,10° qui transmettra.

(Suite de la page 8 : La lutte des noirs aux USA:

l'histoire des droits constitutionnels et donnait de l'histoire des Etats-Unis une version tronquée, on s'adressa à cette fraction la plus aisée et la plus cultivée pour lui demander d'organiser un enseignement parallèle à celui de l'école officielle.Ayant reçu une réponse négative, l'association organisa elle-même cet enseignement."Puisque la fraction aisée n'a pas voulu enseigner la vérité aux enfants, il nous incombait de le faire, car nous pensons que tout aujourd'hui dépend des jeunes, expliqua la présidente de l'Association.Nous leur disons qu'il est de leur devoir de comprendre la situation,de lutter pour leurs droits civiques et d'affronter la vie comme des hommes".

Ce qui est vrai à l'échelle d'une petite ville comme Monroe l'est encore plus à l'échelle nationale. Une large fraction de la bourgeoisie noire se sent plus solidaire de la classe dirigeante américaine que des noirs-eux-mêmes.Ils regrettent les préjugés racistes dont ils sont victimes et auxquels la fortune la plus colossale ne permet pas d'échapper.Mais ce qu'ils craignent par dessus tt c'est qu'en luttant collectivement pour leurs droits,les noirs ne contribuent à ébranler la société capitaliste ds ses fondements à discréditer la classe dirigeante et les organes de son pouvoir,ou plutôt de son impuissance. C'est cette bourgeoisie noire qui domine actuellement au sein de la NAACP.Elle vient récemment d'obtenir l'expulsion du président de la section de Monroe,William, l'homme qui a dit : "Il faut opposer la violence à la violence".